



Recueil officiel des lois fédérales

N° 46 21 novembre 1989

- 2328 Communication des décisions pénales prises par les autorités cantonales (ordonnance sur la communication)
- 2334 Ordonnance sur les abris (OCPCi)
- 2335 Eléments mobiles et taux des droits de douane applicables à l'importation de produits agricoles transformés
- 2342 Prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants. Convention européenne

Ordonnance réglant la communication des décisions pénales prises par les autorités cantonales (Ordonnance sur la communication)

du 1^{er} novembre 1989

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'article 265, 1^{er} alinéa, de la loi fédérale sur la procédure pénale¹⁾,

arrête:

Article premier Dispositions du code pénal suisse

Les autorités cantonales sont tenues de communiquer tous les jugements, prononcés administratifs et ordonnances de non-lieu rendus en application des dispositions ci-après du code pénal suisse (CP)²⁾:

1. Articles 111 et suivants (les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, dans la mesure où elles sont en rapport avec des installations électriques);
2. Articles 137, 139, 140, 148, 151 (le vol, le brigandage, l'abus de confiance, l'escroquerie, l'obtention frauduleuse d'une prestation, en tant qu'ils sont commis au détriment de la Confédération);
3. Articles 153 à 155 (falsification de marchandises, mise en circulation de marchandises falsifiées, importation et prise en dépôt de marchandises falsifiées);
4. Article 156 (extorsion et chantage, en tant qu'ils sont commis au détriment de la Confédération);
5. Article 161 (exploitation de la connaissance de faits confidentiels);
6. Articles 179^{bis} à 179^{octies} (protection du domaine secret et du domaine privé);
7. Articles 202, 204, 212 (traite des femmes et des mineurs, publications obscènes, mise en danger de mineurs par des images ou écrits immoraux);
8. Articles 221, 222 (l'incendie intentionnel, l'incendie par négligence, s'ils sont causés par un courant électrique);
9. Articles 227, 228, 230 (inondation ou écroulement, dommages aux installations électriques, travaux hydrauliques et ouvrages de protection, supprimer ou omettre d'installer des appareils protecteurs);
10. Article 231 (propagation d'une maladie de l'homme): Communication à l'Office fédéral de la santé publique;
11. Articles 232 et suivants (autres crimes et délits contre la santé publique);
12. Article 237 (uniquement les entraves à la circulation publique dans les airs);

RS 312.3

¹⁾ RS 312.0

²⁾ RS 311.0

13. Articles 238, 239 (entrave au service des chemins de fer; entrave aux services d'intérêt général);
14. Articles 251 à 255 (les faux dans les titres, en tant qu'ils sont commis en relation avec une escroquerie au détriment de la Confédération);
15. Articles 258 à 260 et 261 (menaces alarmant la population, provocation publique au crime ou à la violence, émeute, atteinte à la liberté de croyance et des cultes);
16. Articles 327, 328 (contrefaçon de papier-monnaie, etc.; contrefaçon de valeurs postales).

Art. 2 Dispositions de la loi sur la responsabilité

Les autorités cantonales sont en outre tenues de communiquer tous les jugements, prononcés administratifs et ordonnances de non-lieu relatifs aux infractions commises par des fonctionnaires fédéraux visées par l'article 15 de la loi sur la responsabilité¹⁾.

Art. 3 Autres prescriptions fédérales

Les autorités cantonales sont tenues de communiquer tous les jugements, prononcés administratifs et ordonnances de non-lieu rendus en application des dispositions ci-après:

1. Loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers (RS 142.20);
2. Loi fédérale du 6 octobre 1923 statuant des dispositions pénales en matière de registre du commerce et de raisons de commerce (RS 221.414);
3. Loi fédérale du 7 décembre 1922 concernant le droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques (RS 231.1): Communication à l'Office fédéral de la propriété intellectuelle;
4. Loi fédérale du 25 septembre 1940 concernant la perception de droits d'auteur (RS 231.2): Communication à l'Office fédéral de la propriété intellectuelle;
5. Loi fédérale du 26 septembre 1890 concernant la protection des marques de fabrique et de commerce, des indications de provenance et des mentions de récompenses industrielles (RS 232.11): Communication à l'Office fédéral de la propriété intellectuelle;
6. Loi fédérale du 5 juin 1931 pour la protection des armoiries publiques et autres signes publics (RS 232.21): Communication à l'Office fédéral de la propriété intellectuelle;
7. Loi fédérale du 3 février 1860 sur le recensement fédéral de la population (RS 431.112): Communication à l'Office fédéral de la statistique;
8. Loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (RS 451);
9. Loi fédérale du 9 mars 1978 sur la protection des animaux (RS 455);

¹⁾ RS 170.32

10. Loi fédérale du 6 octobre 1966 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé (RS 520.3);
11. Arrêté du Conseil fédéral du 9 décembre 1940 sur la perception d'un impôt fédéral direct, en tant qu'ils concernent les articles 130^{bis} et 133^{bis} (RS 642.11): Communication à l'Administration fédérale des contributions;
12. Loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption du service militaire (RS 661): Communication à l'Administration fédérale des contributions;
13. Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (RS 814.01);
14. Loi sur la protection des eaux, du 8 octobre 1971 (RS 814.20);
15. Loi sur les toxiques, du 21 mars 1969 (RS 814.80): Communication à l'Office fédéral de la santé publique;
16. Loi fédérale du 8 décembre 1905 sur le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels, en tant qu'ils concernent l'abattage du bétail, l'inspection des viandes et le commerce de la viande et des préparations de viande (RS 817.0); les jugements de cas peu importants rendus en application de l'article 53 ne doivent pas être communiqués;
17. Loi sur les épidémies, du 18 décembre 1970 (RS 818.101): Communication à l'Office fédéral de la santé publique;
18. Loi sur le travail, du 13 mars 1964 (RS 822.11): Communication à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail;
19. Loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile (RS 822.31): Communication à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail;
20. Loi fédérale du 22 juin 1951 sur le service de l'emploi (RS 823.11): Communication à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail;
21. Loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (RS 831.40);
22. Loi sur l'assurance-chômage, du 25 juin 1982 (RS 837.0): Communication à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail;
23. Loi sur les épizooties, du 1^{er} juillet 1966 (RS 916.40);
24. Loi fédérale du 11 octobre 1902 concernant la haute surveillance de la Confédération sur la police des forêts (RS 921.0);
25. Loi sur la chasse, du 20 juin 1986 (RS 922.0);
26. Loi fédérale du 14 décembre 1973 sur la pêche (RS 923.0);
27. Loi fédérale du 9 juin 1977 sur la métrologie (RS 941.20);
28. Loi fédérale du 20 juin 1933 sur le contrôle du commerce des métaux précieux et des ouvrages en métaux précieux (RS 941.31);
29. Loi sur les explosifs, du 25 mars 1977 (RS 941.41);
30. Loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (RS 952.0);
31. Loi sur la surveillance des assurances, du 23 juin 1978 (RS 961.01).

Art. 4 Dispositions de nouveaux textes législatifs

Les autorités cantonales sont en outre tenues de communiquer les jugements, prononcés administratifs et ordonnances de non-lieu arrêtés en vertu des lois et dispositions d'exécution qui abrogent, pendant la validité de la présente ordonnance, les actes législatifs énumérés aux articles précédents.

Art. 5 Communication et examen des décisions

¹ A moins qu'une autre autorité ne soit expressément désignée, toutes les décisions pénales doivent être communiquées en expédition intégrale sans retard et sans frais au Ministère public de la Confédération.

² Le Ministère public de la Confédération transmet les décisions qu'il n'examine pas lui-même à l'office de l'administration fédérale auquel ressortit l'affaire.

Art. 6 Dispositions finales

¹ L'ordonnance du 12 novembre 1984¹⁾ réglant la communication des décisions pénales prises par les autorités cantonales continue de s'appliquer à tous les actes législatifs qui y sont énumérés et ont été révisés alors qu'elle était encore en vigueur, dans la mesure où les décisions pénales ont été rendues en vertu de l'ancien droit après le 1^{er} janvier 1990.

² L'article 20, chiffre 2, de l'ordonnance du 29 février 1988²⁾ sur la chasse est abrogé.

³ La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990. Les articles 1^{er} à 5, 6, 1^{er} alinéa, et l'annexe sont valables jusqu'au 31 décembre 1994.

1^{er} novembre 1989

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz
Le chancelier de la Confédération, Buser

33242

¹⁾ RO 1984 1350, 1988 517

²⁾ RS 922.01

*Annexe***Aperçu
des dispositions du droit fédéral énonçant l'obligation
de communiquer les décisions**

1. Loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger, article 35 (RS 211.412.41);
2. Loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention, article 85, 2^e alinéa (RS 232.14);
3. Loi fédérale du 25 mars 1954 concernant la protection de l'emblème et du nom de la Croix-Rouge, article 10, 2^e alinéa (RS 232.22);
4. Loi fédérale du 15 décembre 1961 concernant la protection des noms et emblèmes de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, article 9, 2^e alinéa (RS 232.23);
5. Loi fédérale du 19 décembre 1986 contre la concurrence déloyale, article 27, 2^e alinéa (RS 241);
6. Loi fédérale du 15 juin 1934 sur la procédure pénale (PPF; RS 312.0), article 255, les causes pénales transmises aux cantons en vertu des articles 18 PPF et 344, chiffre 1, CP;
7. Loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif, article 79, 2^e alinéa, en relation avec l'article 74, 1^{er} alinéa, les causes pénales transmises aux cantons en vertu de l'article 73, 1^{er} alinéa (RS 313.0);
8. Loi fédérale du 23 mars 1962 sur la protection civile, article 86, 2^e alinéa (RS 520.1);
9. Loi fédérale du 4 octobre 1963 sur les constructions de protection civile, article 17, 2^e alinéa (RS 520.2);
10. Loi fédérale du 8 octobre 1982 sur l'approvisionnement économique du pays, article 50, 3^e alinéa (RS 531);
11. Loi fédérale du 20 décembre 1957 sur les chemins de fer, article 88, 4^e alinéa (RS 742.101);
12. Loi fédérale du 23 septembre 1953 sur la navigation maritime sous pavillon suisse, article 15, 3^e alinéa (RS 747.30);
13. Loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants, article 28, 2^e alinéa (RS 812.121);
14. Loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants, article 90, 2^e alinéa (RS 831.10);
15. Loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité, article 70 en relation avec l'article 90, 2^e alinéa, LAVS (RS 831.20);
16. Loi fédérale du 19 mars 1965 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité, article 16, 3^e alinéa, en relation avec l'article 90, 2^e alinéa, LAVS (RS 831.30);

17. Loi fédérale du 25 septembre 1952 sur le régime des allocations pour perte de gain en faveur des personnes astreintes au service militaire ou à la protection civile, article 25 en relation avec l'article 90, 2^e alinéa, LAVS (RS 834.1);
18. Loi fédérale du 20 juin 1952 sur les allocations familiales dans l'agriculture, article 23 en relation avec l'article 90, 2^e alinéa, LAVS (RS 836.1);
19. Loi fédérale du 22 mars 1888 concernant les opérations des agences d'émigration, article 21, 3^e alinéa (RS 935.31);
20. Loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels, article 52, 1^{er} alinéa (RS 935.51); Communication à l'Office fédéral de la police;
21. Loi fédérale du 21 décembre 1960 sur les marchandises à prix protégés et la caisse de compensation des prix des œufs et des produits à base d'œufs, article 15, 2^e alinéa (RS 942.30);
22. Loi fédérale du 4 octobre 1930 sur les voyageurs de commerce, article 17, 3^e alinéa (RS 943.1);
23. Loi fédérale du 26 septembre 1958 sur la garantie contre les risques à l'exportation, article 16, 5^e alinéa (RS 946.11).

33242

Ordonnance sur les abris (OCPCi)

Modification du 18 octobre 1989

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 27 novembre 1978¹⁾ sur les abris est modifiée comme il suit:

Art. 2 Obligation de construire des abris en cas de transformation et d'agrandissement de bâtiments

¹ Sont réputés importants les transformations et agrandissements de bâtiments pourvus de caves construites dès l'origine ou ajoutées après coup, lorsque l'augmentation du nombre des places protégées obligatoires d'un bâtiment est de 10 pour cent au moins par rapport au nombre de places protégées calculé antérieurement pour le bâtiment en question, le nombre de places obtenues par transformation ou agrandissement ne devant, en outre, pas être inférieur à 5. Le nombre des places protégées obligatoires se calcule en fonction de la partie transformée du bâtiment.

² Les annexes destinées à un usage indépendant du bâtiment existant comptent comme nouvelles constructions.

³ Les transformations sont assimilées à de nouvelles constructions lorsque la nouvelle affectation du bâtiment transformé implique l'obligation de construire un abri.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

18 octobre 1989

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz
Le chancelier de la Confédération, Buser

33243

¹⁾ RS 520.21

2334

1989 - 647

**Ordonnance
concernant les éléments mobiles et les taux des droits
de douane applicables à l'importation de produits
agricoles transformés**

Modification du 31 octobre 1989

*Le Département fédéral des finances
arrête:*

I

Les annexes 1 et 2 de l'ordonnance du Département fédéral des finances du 20 février 1978¹⁾ concernant les éléments mobiles et les taux des droits de douane applicables à l'importation de produits agricoles transformés sont modifiées selon la nouvelle teneur ci-jointe.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} décembre 1989.

31 octobre 1989

Département fédéral des finances:
Stich

S33234

¹⁾ RS 632.111.722.1; RO 1989 1576

Annexe I

**Liste des éléments mobiles
applicables à l'importation de produits agricoles transformés**

Numéro du tarif douanier	Élément mobile par 100 kg brut Fr.	Numéro du tarif douanier	Élément mobile par 100 kg brut Fr.	Numéro du tarif douanier	Élément mobile par 100 kg brut Fr.
0403.1010	39.90	1901.1011	184.30	1905.2010	130.10
0710.4000	25.00	1012	95.90	2020	89.20
1704.1010	27.00	1013	95.90	2030	63.10
1020	28.10	1021	56.20	3011	211.80
1030	26.10	1022	23.00	3019	108.80
9010	83.40	2081	564.80	3021	92.60
9020	19.10	2082	309.40	3022	109.20
9031	16.40	2083	100.20	4010	98.20
9041	29.00	2091	563.20	4021	86.70
9042	31.40	2092	240.70	4029	80.00
9043	30.00	2093	137.20	9011	131.40
9050	58.40	2099	80.10	9012	81.40
9060	71.70	9051	52.50	9013	107.20
9091	26.40	9052	44.30	9019	78.70
9092	19.80	9061	1104.40	9092	108.90
9093	13.20	9062	833.50	9093	106.90
1806.1010	29.70	9063	490.40	9094	86.10
1020	20.90	9064	327.70	9095	59.60
2011	1127.70	9065	180.00	2001.9021	23.20
2012	851.10	9066	89.10	2004.9023	25.00
2013	480.50	9067	61.50	2005.2011	121.20
2014	365.40	9071	741.10	2012	93.20
2015	189.80	9072	375.90	8000	23.20
2019	93.90	9073	90.10	2008.1110	56.90
2091	127.10	9074	54.10	9993	23.20
2092	95.50	9075	29.90	2101.1090	84.80
2093	61.60	9081	533.40	2090	51.00
2094	18.10	9082	326.60	2106.1011	86.10
2095	106.60	9089	99.10	9021	22.50
2096	48.10	9091	575.40	9022	19.10
2097	102.60	9092	266.20	9023	14.30
2099	18.10	9093	135.10	9040	27.90
3111	77.60	9094	83.80	9081	797.40
3119	47.00	9095	22.40	9082	362.00
3121	100.30	9096	17.40	9083	228.00
3129	17.70	1902.1100	49.40	9084	84.30
3211	113.00	1900	46.70	9091	199.60
3212	90.20	2000	49.60	9092	116.00
3213	58.10	3000	45.20	9093	49.80
3290	17.70	4010	46.70	9094	18.70
9011	98.30	4090	44.10	9095	17.10
9019	45.40	1904.9090	28.60	9096	22.50
9021	102.60	1905.1010	110.10	2905.4300	40.20
9029	15.10	1020	111.70		

Annexe 2

**Liste des taux de droits de douane (élément fixe + élément mobile)
applicables à l'importation de produits agricoles transformés**

Numéro du tarif douanier	Taux normal	Taux pour les produits		
		de la ZELE		des PED
		CE	AELE	
	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut
0403.1010	49.90	39.90	39.90	39.90
0710.4000	25.00	25.00	25.00	25.00
1704.1010	68.00	27.00	27.00	27.00
1020	69.10	28.10	28.10	28.10
1030	67.10	26.10	26.10	26.10
9010	136.40	83.40	83.40	83.40
9020	72.10	19.10	19.10	19.10
9031	69.40	16.40	16.40	16.40
9041	82.00	29.00	29.00	29.00
9042	84.40	31.40	31.40	31.40
9043	83.00	30.00	30.00	30.00
9050	111.40	58.40	58.40	58.40
9060	124.70	71.70	71.70	71.70
9091	79.40	26.40	26.40	26.40
9092	72.80	19.80	19.80	19.80
9093	66.20	13.20	13.20	13.20
1806.1010	39.70	29.70	29.70	29.70
1020	30.90	20.90	20.90	20.90
2011	1128.70	TN ^{1) 2)}	1127.70	TN
2012	852.10	TN ²⁾	851.10	TN
2013	481.50	TN ²⁾	480.50	TN
2014	366.40	TN ²⁾	365.40	TN
2015	190.80	TN ²⁾	189.80	TN
2019	94.70	TN ²⁾	93.90	TN
2091	137.10	127.10	127.10	127.10
2092	105.50	95.50	95.50	95.50
2093	71.60	61.60	61.60	61.60
2094	28.10	18.10	18.10	18.10
2095	116.60	106.60	106.60	106.60
2096	58.10	48.10	48.10	48.10
2097	112.60	102.60	102.60	102.60
2099	28.10	18.10	18.10	18.10
3111	87.60	77.60	77.60	77.60
¹⁾ TN = taux normal ²⁾ Produits du Portugal: 1806.2011 = Fr. 1128.20 1806.2012 = Fr. 851.60 1806.2013 = Fr. 481.00 1806.2014 = Fr. 365.90 1806.2015 = Fr. 190.30 1806.2019 = Fr. 94.40				

Numéro du tarif douanier	Taux normal	Taux pour les produits		
		de la ZELE		des PED
		CE	AELE	
	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut
1806.3119	57.00	47.00	47.00	47.00
3121	110.30	100.30	100.30	100.30
3129	27.70	17.70	17.70	17.70
3211	123.00	113.00	113.00	113.00
3212	100.20	90.20	90.20	90.20
3213	68.10	58.10	58.10	58.10
3290	27.70	17.70	17.70	17.70
9011	108.30	98.30	98.30	98.30
9019	55.40	45.40	45.40	45.40
9021	112.60	102.60	102.60	102.60
9029	25.10	15.10	15.10	15.10
1901.1011	194.30	184.30	184.30	184.30
1012	105.90	95.90	95.90	95.90
1013	105.90	95.90	95.90	95.90
1021	76.20	56.20	56.20	56.20
1022	43.00	23.00	23.00	23.00
2081	574.80	1) 564.80	564.80	TN
2082	319.40	1) 309.40	309.40	TN
2083	110.20	100.20	100.20	TN
2091	583.20	2) 563.20	563.20	563.20
2092	260.70	2) 240.70	240.70	240.70
2093	157.20	137.20	137.20	137.20
2099	100.10	80.10	80.10	80.10
9051	72.50	52.50	52.50	TN
9052	64.30	44.30	44.30	TN
1) 1901.2081/2082: - en récipients de 2 kg ou moins: 1901.2081 = Fr. 564.80 1901.2082 = Fr. 309.40 - autres: - du Portugal: 1901.2081 = Fr. 569.80 1901.2082 = Fr. 314.40 - d'autres pays TN				
2) 1901.2091/2092: - en récipients de 2 kg ou moins: 1901.2091 = Fr. 563.20 1901.2092 = Fr. 240.70 - autres: - du Portugal: 1901.2091 = Fr. 573.20 1901.2092 = Fr. 250.70 - d'autres pays TN				

Numéro du tarif douanier	Taux normal	Taux pour les produits		
		de la ZELE		des PED
		CE	AELE	
	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut
1901.9061	1105.80	TN ¹⁾	1104.40	TN
9062	836.50	TN ¹⁾	833.50	TN
9063	515.40	TN ¹⁾	490.40	TN
9064	364.70	TN ¹⁾	327.70	TN
9065	211.00	TN ¹⁾	180.00	TN
9066	130.10	TN ¹⁾	89.10	TN
9067	62.50	TN ¹⁾	61.50	TN
9071	785.10	741.10	741.10	TN
9072	419.90	375.90	375.90	TN
9073	134.10	90.10	90.10	TN
9074	98.10	54.10	54.10	TN
9075	73.90	29.90	29.90	TN
9081	543.40	2)	533.40	TN
9082	336.60	2)	326.60	TN
9089	109.10	99.10	99.10	TN
9091	595.40	2)	575.40	575.40
9092	286.20	2)	266.20	266.20
9093	155.10	135.10	135.10	135.10
9094	103.80	83.80	83.80	83.80
9095	42.40	22.40	22.40	22.40
9096	37.40	17.40	17.40	17.40
1902.1100	52.40	49.40	49.40	TN
1900	49.70	46.70	46.70	TN
2000	93.60	49.60	49.60	TN
3000	89.20	45.20	45.20	TN
4010	49.70	46.70	46.70	TN
<p>¹⁾ Produits du Portugal: 1901.9061 = Fr. 1105.10 1901.9062 = Fr. 835.00 1901.9063 = Fr. 502.90 1901.9064 = Fr. 346.20 1901.9065 = Fr. 195.50 1901.9066 = Fr. 109.60 1901.9067 = Fr. 62.00</p> <p>²⁾ 1901.9081/9082, 1901.9092: - en récipients de 2 kg ou moins: 1901.9081 = Fr. 533.40 1901.9082 = Fr. 326.60 1901.9082 = Fr. 575.40 1901.9082 = Fr. 266.20</p> <p>- autres: - du Portugal: 1901.9081 = Fr. 538.40 1901.9082 = Fr. 331.60 1901.9082 = Fr. 585.40 1901.9082 = Fr. 276.20</p> <p>- d'autres pays</p>				
				TN

Numéro du tarif douanier	Taux normal	Taux pour les produits		
		de la ZELE		des PED
		CE	AELE	
	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut
1902.4090	88.10	44.10	44.10	TN
1904.9090	72.60	28.60	28.60	TN
1905.1010	125.10	110.10	110.10	TN
1020	171.70	111.70	111.70	111.70
2010	190.10	130.10	130.10	130.10
2020	149.20	89.20	89.20	89.20
2030	123.10	63.10	63.10	63.10
3011	271.80	211.80	211.80	211.80
3019	168.80	108.80	108.80	108.80
3021	119.60	92.60	92.60	TN
3022	169.90	109.90	109.90	109.90
4010	125.20	98.20	98.20	TN
4021	146.70	86.70	86.70	86.70
4029	140.00	80.00	80.00	80.00
9011	132.40	131.40	131.40	131.40
9012	82.40	81.40	81.40	81.40
9013	122.20	107.20	107.20	TN
9019	93.70	78.70	78.70	1) 78.70
9092	135.90	108.90	108.90	TN
9093	166.90	106.90	106.90	106.90
9094	146.10	86.10	86.10	86.10
9095	119.60	59.60	59.60	59.60
2001.9021	25.00	23.20	23.20	23.20
2004.9023	25.00	25.00	25.00	25.00
2005.2011	131.20	121.20	121.20	TN
2012	103.20	93.20	93.20	TN
8000	25.00	23.20	23.20	23.20
2008.1110	100.90	56.90	56.90	TN
9993	25.00	23.20	23.20	23.20
2101.1090	128.80	84.80	84.80	TN
2090	95.00	51.00	51.00	TN
2106.1011	130.10	86.10	86.10	TN
9021	142.50	22.50	22.50	TN
9022	139.10	19.10	19.10	TN
9023	134.30	14.30	14.30	TN
9040	71.90	27.90	27.90	TN
9081	841.40	797.40	797.40	TN
9082	406.00	362.00	362.00	TN
9083	272.00	228.00	228.00	TN
9084	128.30	84.30	84.30	TN
9091	243.60	199.60	199.60	TN
9092	160.00	116.00	116.00	TN
1) 2)	1905.9019: - chapelure			Fr. 78.70
	- autres			TN
	2) 2101.2090: - des pays - PMA			Fr. 51.00
	- des autres PED			Fr. 77.00

Numéro du tarif douanier	Taux normal	Taux pour les produits		
		de la ZELE		des PED
		CE	AELE	
	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut
2106.9093	93.80	49.80	49.80	TN
9094	62.70	18.70	18.70	TN
9095	61.10	17.10	17.10	1)
9096	66.50	22.50	22.50	TN
2905.4300	41.70	40.20	40.20	40.20
1) 2106.9095: – Angostura Aromatic Bitter				Fr. 17.10
– autres				TN

S33234

Convention européenne du 26 novembre 1987 pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants

RS 0.106; RO 1989 150

Champ d'application de la convention le 15 octobre 1989, complément¹⁾

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
Autriche	6 janvier	1989	1 ^{er} mai	1989
Chypre	3 avril	1989	1 ^{er} août	1989
Danemark	2 mai	1989	1 ^{er} septembre	1989
Espagne	2 mai	1989	1 ^{er} septembre	1989
France	9 janvier	1989	1 ^{er} mai	1989
Italie ²⁾	29 décembre	1988	1 ^{er} avril	1989
Norvège	21 avril	1989	1 ^{er} août	1989

Déclaration

Italie

Le Gouvernement italien déclare que le paragraphe 2 (a) de l'Annexe sur les Privilèges et Immunités ne pourrait être interprété comme excluant tout contrôle de police ou de douane sur les bagages des membres du Comité, pourvu que le contrôle soit fait dans le respect des règles de confidentialité prévues à l'article 11 de la convention.

33222

¹⁾ La présente publication complète celle qui figure au RO 1989 158.

²⁾ Déclaration, voir ci-après.

AS-1989-46 vom 21.11.1989 (S. 2327-2342)

RO-1989-46 du 21.11.1989 (p. 2327-2342)

RU-1989-46 del 21.11.1989 (p. 2327-2342)

In	Amtliche Sammlung
Dans	Recueil officiel
In	Raccolta ufficiale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	1989
Volume	
Volume	
Heft	46
Cahier	
Numero	
Datum	21.11.1989
Date	
Data	
Seite	2327-2342
Page	
Pagina	
Ref. No	30 005 019

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.